

## Episode 1 : ECOLOGIE: LES DÉBATS DANS LE FRONT DE GAUCHE

(→3 épisodes au total qui seront publiés d'ici le congrès national soit avant février 2013)

Amar Bellal

Résumé de la démarche :

Il y a une bonne dizaine de questions qui sous des apparences de détail, de querelles techniques ou même de simples malentendus révèlent en réalité de vraies différences de fond dans le front de gauche. On sait qu'il y a des différences très marquées sur la stratégie, les conceptions du rassemblement. Mais il y a aussi celles qui apparaissent très fortement sur des questions clés comme l'écologie, secteur transversal qui a rapport très étroitement à notre vision du monde, à nos valeurs, à notre relation au progrès et aux conditions de sa maîtrise et de son orientation. Ces différences ne sont pas insurmontables à la construction des rassemblements à condition qu'elles ne soient pas tuées et à condition de les poser au bon niveau et de comprendre les origines des désaccords : passer sous silence ces questions au point qu'elles en deviennent taboues en croyant ainsi ménager, voir renforcer le rassemblement, est une illusion. Au contraire, on aboutit à la tentation de régler ces questions par d'autres voies que le débat d'idées, par des passages en force politiques par exemple : c'est une logique perdant-perdant à long terme pour le front de gauche. Donc parlons de ce qui fait débat, de ce qui fâche même, sans tabou et en poussant loin l'origine des désaccords afin de pouvoir les dépasser.

Ci dessous le premier d'une série de 3 textes destinés à clarifier ces questions en partant d'une liste préjugés régulièrement rencontrés dans les réunions publiques et dans les discours.

### Episode 1

1) le préjugé : ***Ce qui est petit est beau et écolo***  
(plus connue sous l'expression « small is beautiful » )

Nous avons un concept clé, une idée qui plane systématiquement dès lors qu'on aborde avec certains de nos partenaires des sujets aussi divers que l'énergie, l'agriculture, les transports, l'eau : ce qui est petit est forcément écologique, décentralisable et donc prédisposé à une maîtrise démocratique, au contraire des systèmes centralisés, lourds, bureaucratiques, coûteux pour la collectivité et qui échappent aux citoyens. Il trouve sa manifestation la plus éclatante dans les fameuses mobilisations "contre les grands projets inutiles et imposés" souvent qualifiés de "pharaoniques" (aéroport, projet de ligne TGV, centrale à gaz, centrale nucléaire, centre d'incinération, centre d'enfouissement de déchets etc).

Pourtant aucune justification rationnelle ne permet d'aller dans ce sens de façon aussi catégorique et aussi systématique. De tout temps les sociétés humaines ont dû entreprendre des constructions de grandes ampleurs, souvent contestables dans leur utilité sociale et exemple de gaspillage de richesse et d'exploitation : il y a le cas emblématique des pyramides, pour faire échos au qualificatif "pharaonique". Mais il y a eu aussi les contre-exemple, y compris à l'époque des pharaons...: les grands travaux hydrauliques du Nil, qui pourraient être qualifiés de « pharaoniques », ont aussi répondu à des besoins collectifs complètement légitimes. En France, les grands barrages, les grands moyens de communications, les grands aménagements: on ne peut pas dire de façon unilatérale, systématique, que tous ces projets ont nullement profité à la collectivité. Certes le capital se sert au passage avec des profits, y compris lorsqu'il s'agit de commandes publiques (construction d'un hôpital, d'un pont, d'un lycée..). Mais il ne faut pas mélanger les problèmes, car dans ce cas, autant arrêter toutes les activités humaines puisque réalisées dans le contexte d'un système capitaliste. Ce n'est donc pas le critère de la taille a priori qui permet de juger de la pertinence de tel ou tel grand projet, c'est plus compliqué que cela.

Le secteur de l'énergie est un exemple éclatant qui démontre que ce qui est petit en apparence n'est pas forcément la solution optimale sur le plan du coût pour la collectivité et sur le plan écologique (small is beautiful). Ainsi aux USA une expression résume à elle seule cette réalité: "small is profitable" (ce qui est petit peut rapporter gros). En clair les financiers américains ont bien compris, et même théorisé, le fait que

pour ce qui est de l'électricité, la production décentralisée avec de petites unités, à priori plus favorable à l'environnement et en apparence moins coûteuse, présente des opportunités de profit bien plus intéressantes que les traditionnels moyens de production en apparence plus lourds. Gagnant gagnant en somme : écolo et on s'y retrouve du côté des investisseurs. Traduction en France : il y a peu d'investisseurs privés dans le nucléaire et l'hydraulique <sup>1</sup>, et cela se comprend car la mise de départ est dissuasive pour les capitalistes même si à la longue cela revient moins cher à la collectivité. Par contre cela se bouscule du côté des investisseurs dès lors qu'il s'agit de centrales à gaz<sup>2</sup> ou à énergies renouvelables nouvelles (hors grand hydraulique) avec un retour sur investissement beaucoup plus court : solaire, éolien, au tarif de rachat de l'électricité garantie et subventionné par nos factures pendant des années. La préoccupation écologique avec cette fausse idée que ce qui est (ou semble) petit a forcément moins d'impact pour l'environnement est une véritable aubaine pour les investisseurs.

Sur ce dernier point, pareillement, la taille n'est pas toujours un critère permettant de juger de l'impact écologique. Par exemple posons cette question : le nucléaire, grand projet si il en est, est-il vraiment une solution plus "lourde" que l'éolien? La réponse est OUI si on se fie à notre simple « bon sens » et « intuition » de spectateurs de quelques éoliennes en bordure d'autoroute en comparaison avec la grosse centrale nucléaire beaucoup moins discrète que l'on voit quelques km plus loin. La réponse est clairement NON, si on se fie à des critères plus objectifs : il faut par exemple 10 fois plus d'acier, de béton, de métaux rares pour produire de l'électricité avec un parc éolien qu'avec une seule centrale nucléaire. Cela va à l'encontre de notre intuition, car dans ce genre de problème on oublie de raisonner par quantité de électricité produite. Et pourtant: 4500 éoliennes de 100 m de haut produisent l'équivalent d'un seul réacteur de 1400 MW occupant quelques hectares seulement. Voilà la raison, mais pour s'en rendre compte il y a un effort de pensée à faire car : 1) il faut avoir accès à cette information et 2) s'imaginer un champs de 4500 éoliennes de plusieurs dizaines de Km<sup>2</sup> est difficile. Si un tel parc existait d'un seul tenant, il faudrait une vue aérienne pour apprécier ce que cela représente vraiment alors que nous avons tous une fois dans notre vie été impressionné à la vue d'une installation nucléaire ou un barrage hydraulique, expérience sensorielle banale. Clairement le choix productiviste ici, contrairement aux apparences, serait de remplacer la centrale nucléaire par des éoliennes (si cela avait un sens sur la plan technique car il faudrait en plus lui adosser des centrales à gaz pour produire de l'électricité lorsqu'il n'y a pas de vent...). Productiviste car 10 fois plus consommateur en matières premières<sup>3</sup> (y compris en considérant tout le cycle de vie : durée de vie des installations, déchets ultimes à traiter, combustible etc), 10 fois plus «extractiviste» pour reprendre un mot cher à la mouvance de la décroissance<sup>4</sup>. Ne parlons même pas du photovoltaïque où il faut rajouter à ce qui vient d'être dit un ordre de grandeur supplémentaire<sup>5</sup> (solution 100 fois plus "extractiviste").

Dernier exemple, peut être le plus emblématique car allant contre tous les préjugés : les productions décentralisées avec de petites unités éviteraient la multiplication de lignes HT contrairement aux solutions centralisées (grosse centrale à gaz, charbon, nucléaire) et rapprocherait les lieux de production et de consommation, ce qui coûterait moins cher à la collectivité. C'est en fait complètement l'inverse : il faut 5 à 10 fois plus de fils électriques ( donc de lignes haute et moyenne tension, de pylônes etc..) pour relier tout le système et transporter l'électricité dans la solution production diffuse et décentralisée (éolien solaire). Ce n'est pas anecdotique comme problème pour ceux qui serait soucieux de limiter l'extraction de matière première (cuivre). Pour permettre un semblant de phénomène de foisonnement en Europe et limiter (un peu) les inconvénients de l'intermittence du vent, il y a une idée simple : quand il n'y a pas de vent en Espagne, il y en aura peut être pour les éoliennes d'Europe du Nord ou en Bretagne, ou dans les Cévennes : donc cela peut compenser et vis versa. Le problème c'est qu'il faut construire, pour que cela soit possible, de véritables autoroutes permettant de transporter cette électricité<sup>6</sup>. C'est le problème auquel sont confrontés aujourd'hui

---

1 d'où la loi NOME pour livrer la rente du parc électronucléaire et hydraulique français largement amorti au producteurs privé (poweo) sans qu'il ait eu à assumer les investissements initiaux

2 pour une même puissance une centrale à gaz coûte 1 milliard, une centrale nucléaire 5 milliards, ce qui fait que l'électricité coûte plus cher dans le premier cas, c'est la composante gaz dans le coût de l'électricité (rente minière)

3 avec en plus la dépendance en importation en terre rare vis de pays comme la Chine par exemple, notamment pour fabriquer les milliers d'aimants géants des rotors d'éolienne...qui sont de toute façon fabriqués hors de France

4 le rotor, le mat, les "hélices" et le béton de fondation d'une seule éolienne sont en réalité de véritables ouvrages d'art de génie civil, on l'oublie très souvent à un tel point qu'on ne pense pas à prévoir les routes suffisamment large pour le passage des convois exceptionnels ne serait-ce pour porter une seule des trois pales de l'éolienne

5 Finalement les « vrais » décroissants, les vrais anti-productivistes, ne seraient pas du côté des « pro-nucléaires » ?

6 Même problème pour le projet néocolonialiste DESERTEC, produire de l'électricité solaire au Sahara pour alimenter

les Allemands : comment faire accepter la construction de 2 000 km de ligne HT pour rapprocher les lieux de productions (éolien en Mer du Nord) vers les lieux de consommation (Sud de l'Allemagne) ? Qui va payer les 30 milliards d'euros de facture? Pour prendre un exemple en France : cela fait 20 ans qu'un projet de ligne HT d'une puissance de 1 GW traversant les Pyrénées est bloqué du fait des nuisances et de l'opposition des riverains, alors qu'il faudrait faire passer de quoi transporter 40 GW dans les années à venir à travers cette frontière pour parvenir à 80% d'électricité renouvelable en Europe. Idem entre la France et l'Italie au coeur des Alpes.

Ce qui ne veut pas dire que l'énergie éolienne ou solaire sont à disqualifier pour autant : ne passons pas d'un dogmatisme à l'autre. Il ne s'agit pas d'abandonner un point de vue anti-nucléaire pour mieux embrasser une vision tout-nucléaire excessive, excluante des autres techniques, ni même d'opposer économie d'énergie et production: on perd souvent des heures dans les débats à clarifier ce point<sup>7</sup>. En effet dans l'énergie comme dans d'autres domaines, c'est en fonction du contexte qu'on choisit telle ou telle solution, qui n'a pas grand chose à voir avec une idéologie mais plus prosaïquement à voir avec l'ingénierie, l'état des techniques, la densité de population, la compatibilité avec le réseau et bien-sûr derrière tout cela la volonté politique de satisfaire aux besoins y compris environnementaux, crise climatique et pollutions directes (voir à ce propos la contribution "**Pour une transition énergétique réussie**" du PCF).

Bien sûr, il arrive aussi que «small» ça peut tout même être «beautiful» : exemple dans le domaine de l'habitat: les chauffe-eau solaires sont d'une remarquable efficacité pour économiser de l'énergie (le poste eau chaude sanitaire dans les logements est très énergivore). Pourtant le capitalisme ne s'y intéresse pas : peu de perspectives de profit contrairement à son homologue solaire ultra-médiatisé, le photovoltaïque. Les techniques étant somme toute peu chères et peu consommatrices de matières premières (un sac poubelle noir fermé et rempli d'eau, exposé au soleil peut être considéré comme un chauffe-eau solaire rudimentaire).

On peut aussi prendre l'exemple de l'habitat en terre crue: matériaux qui présente l'avantage d'être un climatiseur naturel, propriété intéressante pour les pays chauds et permettant d'éviter des installations coûteuses et énergivores. Mais la terre crue est un matériaux peu cher, ainsi pour favoriser les marges de profit mieux vaut utiliser le béton, pourtant un non-sens dans des pays chauds (pour résumer, les maisons en béton dans le désert sont des fours invivables le jour, et extrêmement froid la nuit). Ici il s'agit non pas de construire comme avant, mais d'adapter avec nos architectures modernes, la productivité de nos techniques d'aujourd'hui, profiter de nos moyens de calculs et d'optimisation dans la conception afin de redécouvrir ce matériaux.

Rechercher l'optimum technico-écologique au service des besoins sociaux en somme.

Ces différents exemples concrets pour montrer que ce qui est à bannir ici, ce sont les fausses hypothèses, une description du réel erronée qui s'ajuste aux conclusions sur lesquelles on veut aboutir à l'avance, les intuitions trompeuses, les visions unilatérales inspirées d'idéologies contestables (le petit qui est forcément beau, qui est la solution à tout). Au contraire les problèmes doivent être instruits avec de vraies études sérieuses, qui incluent la dimension quantitative, expertise qui fait la différence entre les nombres 1, 100 et 10 000. Mépriser cette dimension sous prétexte qu'il faut se rendre compréhensible par tout le monde et ne pas faire trop "expert", avec cette fausse opposition: "vision-quantitative" contre "qualité-de-vie", ou "poésie-de-la-vie" contre "froideur-des-nombres" est hors de propos ici.

## 2) le préjugé : ***une expérience locale est forcément une solution globale***

Après l'énergie, l'habitat, prenons notre exemple dans l'agriculture cette fois pour illustrer cette idée: le bio, les petites exploitations familiales, les AMAP<sup>8</sup>, seraient les solutions au défi agricole mondial. Il est

---

<sup>7</sup> l'Europe, pendant qu'au Sahel les nouveaux nés meurent faute de disposer d'un peu d'électricité afin d'accoucher dans de bonnes conditions

<sup>7</sup> il est d'ailleurs impropre d'utiliser le qualificatif de « pro-nucléaire » ou « nucléariste » pour quiconque « refuse-de-refuser » le nucléaire. Tout au plus, mis à part quelques exceptions, il serait plus approprié de les qualifier de Pro-Renouvelable-Nucléaire-Efficaciste (favorable à un mix nucléaire+renouvelable+efficacité énergétique). Mais c'est plus long à prononcer et moins réducteur.

<sup>8</sup> Association pour le Maintien de l'Agriculture Paysanne, fonctionnant sur le principe du circuit court producteur-consommateur.

indiscutable qu'une autre logique dans les rapports producteurs consommateurs, un autre modèle agricole, est à inventer permettant d'avoir 3 choses : le respect de l'environnement et la préservation des ressources, tout en conservant une productivité raisonnable et suffisante pour nourrir le monde (on peut se permettre de baisser un peu les rendements mais pas trop non plus), et aussi garantir de bons revenus aux agriculteurs. Cependant si l'agriculture bio ou dans un autre registre les AMAP posent des questions de fond et interpellent sur le modèle agricole non-viable actuelle, ils ne font pas la démonstration que leurs généralisations sont la solution. Une lecture strictement locale se heurte vite à la dimension quantitative et à l'ampleur des besoins. Il est possible de fonctionner en AMAP pour un quartier parisien avec 500 familles. Ainsi, de nombreuses sections du PCF prêtent leurs locaux à des AMAP (4 rien qu'à Paris), il y a donc un réel soutien concret au delà des discours. C'est une "innovation" sociale, une tentative de contournement du système en créant un lien très étroit entre les producteurs et les consommateurs, avec un autre rapport au temps : on mange les produits de saison et pas tout et n'importe quoi, venant de n'importe où comme c'est le cas dans les grandes surfaces. D'où le soutien et l'implication des communistes notamment dans la traditionnelle vente de fruits qui a lieu chaque année fin août un peu partout en France. Mais la vraie question est ailleurs : ce système, est-il généralisable pour les 800 000 foyers de Paris intra-muros (ne parlons même pas des 10 millions de franciliens...)? Quelles surfaces agricoles à affecter supplémentaires au regard de la baisse de rendement? Quelle quantité de travail réelle supplémentaire cela implique-t-il (y compris bénévole et donc coût caché)? Il faudrait instruire le problème pour avoir la réponse, et éventuellement ajuster. Ce sont des questions qui ne sont pas anodines : un parti politique doit répondre à des problématiques globales, l'agriculture, la souveraineté alimentaire, son rôle n'est pas de défendre un mode de vie si séduisant soit il, voir un besoin sociétal. Une expérience locale n'est pas une démonstration d'une solution globale à un problème qui implique des millions, des milliards de personnes. En fait cela pose la question de ce qu'on définit par "local" et à partir de quelle échelle on peut considérer qu'on a un début de solution globale généralisable au monde, ou au moins à une région du monde. Penser global, agir local: oui à condition d'être au bon niveau et d'être rigoureux dans l'analyse, de bien penser à tout ce qu'implique tel ou tel modèle. Faire attention à ne pas déplacer les problèmes et les nuisances vers la région voisine, le pays voisin, voir le continent voisin (très souvent le tiers monde). Sans cela, on est dans une autre démarche, on se fait plaisir sans plus: "je mange bio, je fais du vélo, et j'achète du café équitable: je sauve la planète"

### 3) le préjugé : ***les solutions "Sortir de ...." solutions à tout !***

On demande l'impossible aux ingénieurs : on leur dit en somme : "*trouver nous une solution pour sortir du nucléaire, et on veut aussi sortir du gaz, sortir du charbon et aussi sortir du pétrole, on veut du renouvelable partout mais sans les lignes HT qui vont avec, sans défigurer les paysages des Cévennes, du Languedoc et de la Bretagne...le tout en limitant le réchauffement climatique et en répondant au droit à l'énergie au niveau mondial, et sans faire exploser les prix, et tout de suite...!*". La politique ne peut pas tout demander, elle doit tenir compte de certaines réalités physiques, écouter de temps en temps ce qu'ont à dire les scientifiques sur ce qu'il est possible de faire ou pas, sur ce qui est envisageable ou pas, avec tout ce que cela implique comme acceptation dans le déplacement des nuisances. On ne peut pas du côté politique dire : « je veux ça et débrouillez vous, vous les ingénieurs, les techniciens, les chercheurs pour le réaliser ». Et on ne peut pas invoquer systématiquement les lobby ou la partialité dès que quelques vérités sont rappelées : l'intermittence du vent, l'électricité ne se stocke pas, le recours nécessaire au gaz ou au charbon pour sortir du nucléaire, les limitations du solaire, de la géothermie, la multiplication nécessaire des lignes HT pour transporter l'électricité des sources intermittentes etc . La Recherche ne sort pas des résultats sur commande non plus. Par exemple, un procédé révolutionnaire permettant de stocker de l'électricité massivement lèverait beaucoup de difficultés et donnerait une toute autre dimension à la part des énergies renouvelables dans le mix électrique. Or on ne sait absolument pas si un jour ce sera faisable. Lancer des politiques évaluées au doigt mouillé et qui vont nous engager sur plusieurs dizaines d'années sur la base d'hypothétiques résultats de la Recherche n'est pas très responsable. Et ce n'est pas une question politique, cela ne sert à rien d'hurler sur les ingénieurs ou sur les chercheurs qui ne chercheraient pas au bon endroit, et de les insulter comme cela arrive dans certains débats publics.

Le problème des solutions "sortir de" c'est qu'elles ne nous disent pas dans quoi on entre finalement, ou n'ose pas le dire. A part quelques slogans en guise de réponse, rien de vraiment fondé sur le plan scientifique et technique, aucun scénario sérieux faisant appel à des techniques connues ou qui ne propose pas une décroissance drastique autoritaire avec une chute très nette du niveau de vie (rappelons que le seul pays en Europe qui a diminué fortement sa consommation énergétique c'est la Grèce...). Et on ne pourra pas "sortir de

tout"! il faudra bien entrer dans quelque chose. L'Allemagne a choisit de sortir du nucléaire, mais elle reconnaît ouvrir en même temps 23 centrales à charbon et centrales à gaz pour compenser. Des gazoduc venant de Russie et du Moyen Orient ont d'ailleurs été construits et dimensionnés à cette effet de longue date par les promoteurs même de la sortie du nucléaire (Schroeder et Joska Fisher ancien ministre vert allemand qui travaillent aujourd'hui pour Gazprom...). L'Allemagne a dépensé des milliards ces dernières décennies, et pourtant, solaire et éolien tout compris, cela ne dépasse pas plus de 10% de son électricité. C'est pourtant un des pays les plus riche de la planète, avec une des industries les plus en pointe dans ce domaine : il y a donc bien une vraie difficulté technique qui n'a rien à voir avec une mauvaise volonté politique ou un obscur complot contre ces énergies. Il faut entendre cette réalité. Donc oui, il est possible de sortir du nucléaire, mais alors il faut accepter le recours massif au gaz et au charbon comme le montre l'exemple Allemand.

il y a donc deux choix possibles

Choisir d'accepter le nucléaire civil dans un mix donnant plus de place aux énergies renouvelables, pour sortir progressivement des énergies carbonées (gaz charbon pétrole). Ce qui suppose de travailler à limiter ses risques : par exemple éviter de construire en zone de tsunami, faire les travaux d'amélioration de sureté supplémentaire exigés par l'ASN<sup>9</sup>, améliorer constamment dès la conception la qualité des réacteurs, arrêter avec le recours abusif à la sous traitance etc etc. C'est la même démarche qui a prévalu après les grandes catastrophes de Bhopal, de Seveso et d'autres encore dans le secteur de la Chimie (à l'époque la réponse à ces drames n'a pas été de "sortir de la Chimie"). C'est ce mix rééquilibré qui est décrit dans la plupart des scénarios internationaux afin de répondre aux recommandations du GIEC, scénarios qui incluent également des efforts importants d'efficacité énergétique (rénovation thermique de l'habitat, amélioration de rendement dans les centrales existantes, dans les procédés industriels, transport publique etc etc).

L'autre choix est de refuser obstinément le nucléaire, et donner encore plus de place aux fossiles. Il faut alors se préparer à la catastrophe climatique qui elle est certaine à l'échelle planétaire, dont on voit les prémices aujourd'hui avec l'ouragan qui a frappé les USA et les caraïbes. Et il y a urgence car au regard du nombre de victimes, les pays ne sont pas tous égaux face à ce genre d'événement : ce seront les pays pauvres comme Haiti qui en souffriront le plus.

-Fin du premier épisode-

Dans les deux prochains épisodes nous traiterons des thèmes, préjugés et mythes suivants :

- le préjugé « Eau, électricité : la solution de la tarification progressive »
- le préjugé « Eau : on veut des régies partout ! Pas besoin d' un service publique national de l'eau ! »
- le phénomène Nimby (en anglais : pas dans mon jardin!)
- le préjugé « t'es ingénieur à EDF ? t'es chercheur au CEA, ou à l IRSN ? Alors, casse toi pov'con ! on t'écouteras pas, tu défends un lobby ! tu racontes des bobards ! »
- la régionalisation contre le service publique nationale (eau, énergie)
- le « cheval de Troie » des coopératives régionales dans le secteur de l'énergie pour mieux démanteler le service publique
- l'obsession anti-nucléaire civil
- mythe : « zéro déchet, zéro centre d'enfouissement »
- le préjugé « La décroissance c'est la solution »
- le préjugé « retour à la nature c'est forcément mieux (ou la nature fait bien les choses)»
- le mythe de « l'éco- quartier, l'eco-village, l' éco-région autonome »
- industrie et écologie : Gandrange, PSA, Petroplus....
- .....